

Brexit, le dilemme des Nord-Irlandais

L'accord de divorce conclu avec l'UE divise le camp unioniste, en dépit du compromis trouvé pour la province

REPORTAGE

BALLYMENA, BELFAST, ENNISKILLEN -
envoyé spécial

A première vue, rien n'est plus éloigné du Parlement de Westminster et de son débat orageux sur le Brexit que le marché aux bestiaux d'Enniskillen. Sur le sol parsemé de sciure d'une minuscule arène, des veaux éberlués défilent pendant qu'un commissaire-priseur énonce, dans une sono assourdissante, un flot continu d'enchères lancées, par d'obscurs gestes de la main, par la centaine d'éleveurs massés sur des gradins. Pas une seule femme et peu de jeunes. L'odeur de purin est persistante.

Deux fois par semaine, la petite ville agricole perdue au sud-ouest de l'Irlande du Nord, non loin de la frontière avec la République, s'anime et vit au rythme de la baguette du chef des maquignons et de ses adjudications. Tandis qu'à Londres, les députés sont entrés en guérilla contre le gouvernement de Theresa May, rien ne vient troubler l'immuable déroulé des transactions au cœur de la capitale du comté de Fermanagh.

Il suffit pourtant de s'attabler dans le réfectoire contigu à la salle des ventes pour vérifier à quel point l'accord sur le Brexit conclu avec Bruxelles par la première ministre anime les conversations et divise l'Irlande du Nord. Les murs de parpaings colorés en jaune pâle sont égayés de gravures de scènes champêtres, le déjeuner est frugal et l'ambiance conviviale.

« Ligne rouge sang »

« Je me félicite d'avoir voté pour le Brexit car j'en ai assez d'être bridé par les quotas et autres règles de Bruxelles qui nous empêchent de commercer avec les États-Unis ou la Nouvelle-Zélande, lance George Elliott, un éleveur de 64 ans. Je suis pour la liberté du marché et le commerce mondial, c'est cela qui permet de faire le plus d'argent. » L'homme affable à la moustache

grisonnante n'a pas de mots assez durs contre l'accord passé par Theresa May avec l'Union européenne (UE), que les députés de Westminster menacent de retoquer lors d'un vote très attendu, mardi 11 décembre. « L'UE pourra nous imposer tout ce qu'elle veut sans que nous ne puissions plus

rien dire », fulmine-t-il.

Quant à l'éventuel retour d'une frontière entre les deux Irlandes, elle ne le gênerait pas : les droits de douane appliqués à la viande produite en République d'Irlande (membre de l'UE) favoriseraient sa production, écoulée pour l'essentiel en Grande-Bretagne. Sans les subventions européennes, « les fermes comme la mienne n'existeraient plus », reconnaît pourtant cet exploitant moyen – cent têtes de bovins – qui a dû exercer en parallèle les professions d'enseignant et de policier pour s'en sortir. Mais il fait confiance au gouvernement de Londres pour prendre les aides agricoles à sa charge, comme promis d'ici à 2022. La motivation la plus profonde de son désir de Brexit surgit un peu plus tard dans la conversation : « Je ne veux pas être séparé de la Grande-Bretagne. Je suis unioniste. »

À l'instar de l'Écosse, la province irlandaise du Royaume-Uni a voté majoritairement (56 %) pour rester dans l'UE. Mais il se trouve que le Parti démocrate unioniste nord-irlandais (DUP), formation protestante extrémiste, pro-Brexit forcené, fait la loi à Westminster et tient en otage M^{me} May. Depuis qu'en 2017 les conservateurs ont perdu la majorité absolue, les dix députés du DUP constituent une force d'appoint indispensable à la première ministre.

Mais leur solidarité a pris fin : ils n'acceptent pas que Theresa May, pour éviter tout retour à une frontière physique entre la République et l'Irlande du Nord, ait signé un accord avec l'UE prévoyant de maintenir cette dernière dans le marché unique européen, officiellement à titre provisoire, sans doute de façon durable, craignent-ils. Un arrangement que le DUP rejette catégoriquement, redoutant qu'il n'instaure un statut particulier pour la province, premier pas vers une séparation de la Grande-Bretagne, perspective entre toutes rejetée.

Le refus de toute divergence avec la mère patrie est un argument spécieux puisque le DUP, d'inspiration évangélique, s'oppose par ailleurs à la légalisation de l'avortement et du mariage homosexuel en Irlande du Nord, à la différence du reste du territoire britannique. Mais il permet de justifier la « ligne rouge sang » opposée par Arlene Foster, chef du parti et

élue locale à Enniskillen, au « deal » avec l'Europe défendu par M^{me} May. Une opposition farouche qui met en péril l'accord risque de coûter son poste à la première ministre et pourrait précipiter le pays dans le chaos politique.

Pourtant, beaucoup d'agriculteurs, de commerçants et de chefs d'entreprise unionistes, s'ils adhèrent à une rhétorique probritannique, défendent le compromis passé par M^{me} May avec Bruxelles à la fois au nom de la préservation de la paix civile, et de leurs intérêts. « Je suis unioniste et je soutiens Theresa May. Sa tâche était terrible et je ne vois pas qui d'autre aurait obtenu un meilleur compromis », argue à une table voisine Basil Johnston, 55 ans, éleveur de bovins portant une cravate sous sa parka kaki. Partisan du Brexit « pour des raisons de souveraineté », il reconnaît que la sortie de l'UE, « plus généreuse à l'égard des agriculteurs que ne le serait Londres », n'est pas un choix facile.

Mais cet ex-élu municipal UUP (Parti unioniste modéré) sait qu'exporter sans obstacle vers l'UE est une nécessité et il rejette l'hypothèse d'une sortie sans accord (« no deal ») qui, en rétablissant les droits de douane, serait catastrophique. D'un sourire narquois, il dénonce l'ambivalence de ses collègues qui dénoncent le « deal » tout en se précipitant au marché pour vendre leur bêtes en ce moment, par crainte d'une chute des cours en cas de crise. « Pour le DUP, la défense de l'identité britannique prime sur l'intérêt de l'économie », regrette Basil Johnston.

Déjeunant seul un peu plus loin, un producteur – et exportateur – de lait nous dira en baissant la voix qu'il est, lui, républicain, très préoccupé par le jusqu'au-boutisme du DUP et favorable au compromis avec l'UE : « Je ne vois aucun bénéfice au Brexit. Mais le problème est qu'aucun député ne parle au nom des gens comme moi. »

Le dilemme nord-irlandais entre les identités – creusées par trente années de guerre civile –, et l'intérêt matériel, est criant dans l'ancien centre industriel de Ballymena, fief unioniste mais où les plans de licenciement, symbolisés par la fermeture en avril de l'usine Michelin (900 emplois), se succèdent. « Ici, dans la circonscription d'Ian Paisley [le fils du

« Pour le DUP, la défense de l'identité britannique prime sur l'intérêt de l'économie »

BASIL JOHNSTON
un éleveur de bovins

pasteur fondateur du DUP], les électeurs des familles populaires s'alignent sur les consignes du DUP. Les ouvriers protestants sont plus sensibles à l'unionisme qu'à l'avenir de leur emploi », témoigne George Bash, responsable de la section locale de Unite, le principal syndicat britannique.

Chaos annoncé

L'usine d'autobus Wright, principal employeur restant, a supprimé 200 emplois cette année mais son patron, militant pro-Brexit, rechigne à faire le lien avec la sortie de l'UE. Les syndicalistes, eux, le font : ils soulignent la baisse des investissements, les menaces à l'exportation et les risques de délocalisation vers la République d'Irlande. « Les gens ont voté pour sortir de l'Europe en se disant que l'UE n'a rien fait pour sauver leur emploi. Aujourd'hui, ils s'inquiètent des conséquences d'un retour des frontières », témoigne John Allan, qui tente de recaser les licenciés de Michelin.

Dans ce contexte d'incertitude généralisée, le syndicat navigue à vue, tiraillé entre le Labour de Jeremy Corbyn qui dénonce le deal avec Bruxelles pour faire tomber Theresa May, et sa propre analyse, qui voit cet accord comme un moindre mal, apte à préserver les échanges. Rencontré à Belfast, Gareth Hetherington, directeur du centre d'économie politique de l'université d'Ulster, confirme : « Le Brexit a exacerbé à la fois l'attachement à l'identité britannique des unionistes et le lien des républicains avec l'Irlande et l'UE. »

Les patrons nord-irlandais ont moins d'état d'âme. Hantés par la menace d'un « no deal », ils se sont déclarés « largement favorables » à l'accord conclu par M^{me} May. « L'identité est un poison qui a toujours prévalu ici sur l'intérêt économique. Mais nous, chefs d'entreprise, vivons dans la réalité, pas dans l'idéologie, assure Stephen Kelly. Pour ce responsable de Ma-

nufacturing NI, un lobby patronal, le deal avec les Vingt-Sept, loin de constituer un piège, offre à l'Irlande du Nord « une situation avantageuse et attractive ».

Dans la salle de réunion du QG du DUP à Belfast, décoré d'un portrait défraîchi de la reine Elizabeth, Lee Reynolds, longtemps chargé du Brexit au sein du parti, dénonce ces patrons « qui préféreraient le fardeau des règles de l'UE aux marchés mondiaux que va nous ouvrir le Royaume-Uni » et

qui agitent la menace fantasmée d'un « no deal ».

Pourtant, à Westminster, à 800 km de là, le même « no deal » fait sourire Sammy Wilson, député du DUP qui semble parler sur ce chaos annoncé. « Entre un accord qui nous enchaîne à l'Europe et un "no deal" qui permettrait de remettre les pendules à l'heure, je choisis sans hésitation ce dernier », tranche-t-il, en affirmant, contre toute attente, que l'UE rouvrirait les négociations si Theresa May claquait la porte. De toute façon,

menace-t-il, « s'il persiste à défendre cet accord, je ne vois pas comment le gouvernement de Theresa May pourrait survivre ». ■

PHILIPPE BERNARD



LE CONTEXTE

STATUT SPÉCIFIQUE

Au terme du Brexit, l'Irlande du Nord bénéficiera d'un statut spécifique: elle restera dans le marché intérieur européen, que le reste du Royaume-Uni devra quitter tout en étant maintenu dans l'union douanière. C'est du moins ce que prévoit l'accord conclu en novembre entre Theresa May et l'UE, que les députés britanniques risquent de rejeter mardi 11 décembre. Ce statut doit en principe permettre d'éviter le retour d'une frontière dure entre les deux Irlandes, dans le respect des accords signés il y a vingt ans pour mettre fin à la guerre civile.